



La Commune



Le rejet des « réformes »

Le rejet des « réformes » | Allemagne, après les élections

Arithmétiquement, avec 35,2 %, le parti démocrate-chrétien de centre-droit (CDU) d'Angela Merkel a gagné les élections du 18 septembre au Bundestag, chambre basse du Parlement allemand. Donc, Gerhard Schröder a perdu, son parti, le SPD, ne recueillant que 34,3 %, contre 38,5 % en 2002. Seulement, ni l'un ni l'autre des deux partis n'a de majorité pour gouverner. En renvoyant dos-à-dos les deux principaux partis, l'électorat a signifié son refus de donner une majorité à des partis qui ont engagé, l'un après l'autre et avec un soutien réciproque, les "réformes" contre les salariés allemands.

C'est dans les minutes qui ont suivi l'écrasante défaite subie par le SPD aux élections régionales du 22 mai en Rhénanie du Nord-Westphalie que Gerhard Schröder a annoncé son intention de provoquer des élections générales anticipées.

l'agenda 2010

Aujourd'hui, le taux des chômeurs est à son record : 11,5 % de la population active, soit 4,8 millions de personnes sans travail en Allemagne. De 1995 à 2001, les salaires ont baissé de 1,4 %. La situation est pire dans les cinq länder de l'Est, qui ont perdu 2 millions d'habitants en raison des fermetures d'usines qui provoquent exode massif de la jeunesse et envolée du chômage (22 % de la population active).

C'est en 2003 que Gerhard Schröder a présenté son nouveau programme, "l'Agenda 2010", un agenda de contre-réformes : révision des systèmes de retraite et d'assurance-maladie, réforme du fonctionnement du marché du travail (mesures regroupées sous le nom de "Hartz IV" prévoyant notamment la fusion de l'assistance chômage et de l'aide sociale et le durcissement des conditions d'indemnisation des chômeurs).

Malgré son recul dans l'électorat, une hémorragie du nombre de ses militants, le SPD réaffirme sa volonté de poursuivre les réformes. Le 21 juillet, le président de la République, Köhler, a dissout le Bundestag et convoqué aux urnes les 61 millions d'électeurs pour le 18 septembre. Les programmes du SPD et de la CDU sont similaires : tous deux veulent s'attaquer aux "rigidités" qui pénalisent la création d'emplois et aux assurances retraites et santé qui "alourdissent la fiscalité". Le CDU l'a dit : les réformes engagées continueront. Le programme d'Angela Merkel, baisse des coûts du travail, flexibilité accrue sur le marché du travail, réforme fiscale, etc. est proche de "l'agenda 2010" de Schröder.

Le résultat du Linkspartei

Le PDS (Parti du socialisme démocratique) issu de l'ancien parti communiste est-allemand et le WSAG (Alternative électorale pour le travail et la justice sociale, mouvement de dissidents de gauche du SPD soutenu par Oskar Lafontaine, ancien président du SPD) se sont présentés sous la bannière commune du Linkspartei et ont obtenu le bon score de 8,7 %. Ce résultat où s'exprime le rejet brutal des "réformes" va pousser le CDU et le SPD à former, si possible, une "grande coalition". L'avenir immédiat nous dira si cette solution est retenue pour les deux grands partis qui défendent la propriété privée et l'Union Européenne.

La panique des patrons

Début juillet, l'hebdomadaire Die Zeit avait mis le doigt sur cette contradiction : "l'élite économique du pays attend de l'alliance Merkel-Westerwell (CDU, CSU) et FDL que sans attendre et à marche forcée, elle prenne des mesures pour en finir avec la solidarité, les assurances obligatoires, les conventions collectives, le dirigisme d'état et le pouvoir des syndicats. Pourtant, cela ne correspond pas à la mentalité de la majorité. La majorité en a assez des réformes. [...] Aussi paradoxal que cela puisse paraître, les Allemands vont voter pour un gouvernement dont les projets, les personnalités et la rhétorique leur sortent déjà par les trous de nez". Prémonitoire et lucide en effet. Les quotidiens patronaux français font écho à ces inquiétudes : "Le moral des milieux financiers allemands en forte chute" indique La Tribune (20/09), suivie par Les Échos du même jour : "L'Allemagne redoute une longue paralysie politique. [...] Une "grande coalition" associant le CDU au SPD paraît l'issue la plus probable de ces pourparlers. Ce qui ne ravit guère les milieux d'affaires Outre-Rhin". En effet le "couple franco-allemand" vient de prendre coup sur coup de plomb dans l'aile : le 29 mai par la victoire du non en France et ce dimanche 18 septembre aux élections du Bundestag. Les travailleurs allemands répondent aux travailleurs français dans un refus commun de la misère, des licenciements et de la destruction des acquis sociaux. Désormais, la parole est à la classe ouvrière la plus puissante d'Europe.

Modifié le mercredi 05 octobre 2005

Voir aussi dans la catégorie Allemagne

Le rejet des « réformes »

Arithmétiquement, avec 35,2 %, le parti démocrate-chrétien de centre-droit (CDU) d'Angela Merckel a gagné les élections du 18 septembre au Bundestag, chambre basse du Parlement allemand. Donc... >>

Une situation explosive, aussi

Le Monde du 1er juin cite Peter Altmaier, membre de la Convention européenne, député CDU, à propos du référendum : " Je pense que la situation économique a joué. C'est elle qui explique qu'il... >>
